



Assemblée générale

Distr. générale
30 juin 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 27 a) de la liste préliminaire*

**Développement social : suite donnée au Sommet mondial
pour le développement social et à la vingt-quatrième
session extraordinaire de l'Assemblée générale**

Situation sociale dans le monde 2021 : le développement rural pour un avenir inclusif

Note du Secrétariat

Résumé

La présente note propose un tour d'horizon des défis en matière de développement dans les zones rurales et des recommandations politiques visant à promouvoir un développement rural inclusif et durable. On y trouve également une synthèse des principales conclusions du rapport *World Social Report 2021: Reconsidering Rural Development*.

* A/76/50.



I. Introduction

1. Le développement rural est indispensable pour permettre d'atteindre les objectifs de développement durable et de progresser vers la réalisation du grand principe consistant à ne laisser personne de côté. Les économies rurales durables et dynamiques sont essentielles à l'élimination de la pauvreté et peuvent contribuer à réduire les inégalités et à promouvoir l'inclusion. Elles permettent aux pays de se développer et de s'industrialiser.

2. Il existe des raisons urgentes de revoir les stratégies de développement rural. Premièrement, la pauvreté et les inégalités persistent dans les zones rurales, où vit 43 % de la population mondiale mais 80 % des personnes dont le revenu est de moins de 1,90 dollar par jour. Deuxièmement, l'accès à l'éducation, à la santé et aux autres services est généralement plus limité dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Troisièmement, les stratégies de développement rural se sont révélées peu efficaces pour protéger la santé de la planète. La perte des forêts et des zones sauvages, qui se poursuit, a contribué à l'évolution du climat et est aussi largement considérée comme un facteur d'augmentation de la fréquence des zoonoses telles que la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Les changements climatiques, quant à eux, nuisent de manière démesurée aux moyens de subsistance des populations rurales, ce qui entraîne des incidences supplémentaires sur la pauvreté rurale.

3. On trouvera dans la présente note des propositions de réorientation des stratégies de développement rural. Les populations rurales ne doivent pas être considérées uniquement comme des groupes défavorisés ayant besoin d'aide : c'est là un message clé. Au contraire, s'il fait appel à des stratégies appropriées, le développement rural peut constituer un facteur important de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

II. Les obstacles au développement social dans le monde rural

4. La part de la population vivant dans les zones rurales varie considérablement d'un pays à l'autre, tout comme l'ampleur du défi que représente le développement rural. En 2020, 67 % de la population des pays à faible revenu et 58 % de la population des pays à revenu intermédiaire inférieur vivaient dans des zones rurales, contre environ 20 % de la population des pays à revenu élevé. Dans l'ensemble, environ 70 % de la population rurale mondiale vit dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire inférieur¹. Dans la plupart des pays, le revenu par habitant est plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines. En effet, plus de 70 % de la population rurale mondiale vit dans des pays où le revenu agricole par habitant est inférieur au revenu national par habitant.

A. Pauvreté rurale

5. La pauvreté demeure un défi des zones rurales. Environ 18 % des résidents ruraux vivent dans une situation de pauvreté de revenu extrême, contre 5,3 % des résidents urbains. Conséquence de la forte prévalence de la pauvreté et de la taille importante des populations rurales dans de nombreux pays en développement : quatre personnes sur cinq qui vivent dans la pauvreté vivent en zone rurale. À l'instar des taux de pauvreté au niveau national, c'est dans les pays d'Afrique subsaharienne que les taux de pauvreté rurale sont les plus élevés ; dans nombre de ces pays, en effet,

¹ Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, *World Urbanization Prospects 2018* (document consulté le 20 mai 2021).

plus de 50 % de la population rurale vit dans l'extrême pauvreté. La situation des pauvres en milieu rural est exacerbée par les lacunes en matière d'accès aux services publics, aux infrastructures et à la protection sociale. La pandémie de COVID-19 a aggravé leur situation déjà vulnérable en réduisant leurs revenus, en limitant leur mobilité et en compromettant leur sécurité alimentaire.

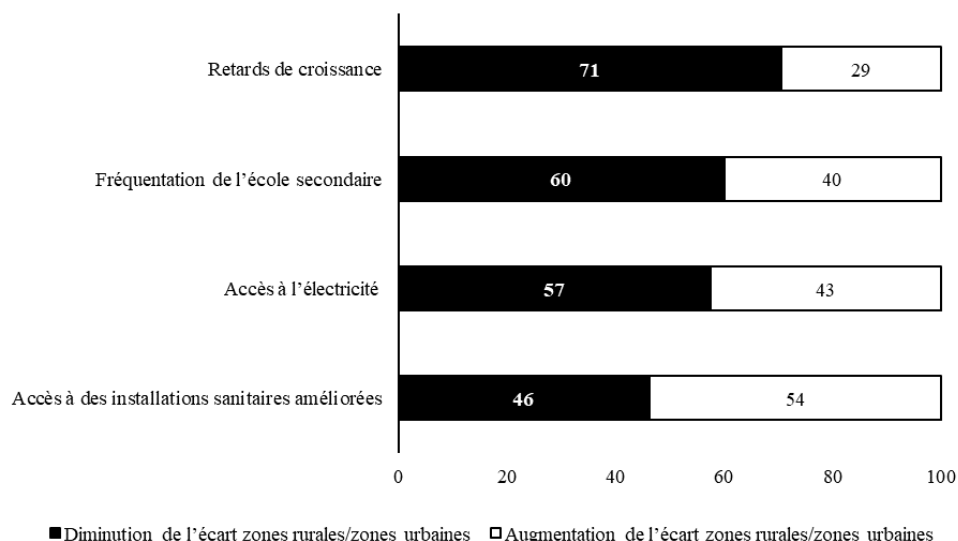
6. Au cours des dernières décennies, malgré la persistance des désavantages ruraux, la pauvreté a reculé plus rapidement dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Une étude portant sur 19 pays disposant de données a révélé que dans tous les pays sauf un, le taux de réduction de la pauvreté rurale était supérieur à celui de la réduction de la pauvreté urbaine². Cependant, il reste difficile d'atteindre les plus pauvres. Au cours des trente dernières années, les régions en développement ont fait peu de progrès s'agissant d'accroître le niveau de consommation des plus pauvres, qui sont souvent aux prises avec une pauvreté chronique. En d'autres termes, les plus pauvres ont été laissés pour compte.

B. Inégalités rurales

7. Des progrès ont également été réalisés pour ce qui est de réduire les écarts entre les zones rurales et urbaines en matière d'accès aux services de base et d'égalité des chances (voir la figure ci-dessous). En moyenne, depuis les années 1990, les progrès concernant la fréquentation de l'école secondaire, la réduction des retards de croissance et l'accès à l'électricité ont été un peu plus rapides dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Néanmoins, si les progrès observés dans ces dimensions du bien-être se poursuivent au même rythme, en 2030, les zones rurales accuseront encore un retard important par rapport aux zones urbaines.

² *World Social Report 2021: Reconsidering Rural Development* (publication des Nations Unies, 2021) ; calculs du Département des affaires économiques et sociales, basés sur des données du LAC Equity Lab de la Banque mondiale, disponibles à l'adresse suivante : <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/lac-equity-lab1/poverty/head-count> et de l'outil PovcalNet de la Banque, disponibles à l'adresse suivante : <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/home.aspx>.

Pourcentage de pays où les écarts entre zones urbaines et rurales ont diminué/augmenté à l'égard des indicateurs de base du bien-être, des années 1990 aux années 2010



Source : Selon les données de 57 pays extraites d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples et d'enquêtes démographiques et sanitaires.

8. Si les taux de pauvreté restent plus élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines et si l'accès aux services de base et l'égalité des chances sont plus limités dans les premières, les inégalités de revenus sont souvent plus faibles dans les secondes. C'est ce qui a été constaté dans 44 des 56 pays pour lesquels des estimations des inégalités de revenus ruraux et urbains (calculées au moyen du coefficient de Gini) sont disponibles³.

9. Bien que les niveaux d'inégalité varient d'un pays à l'autre, les tendances en matière d'inégalité dans les zones rurales et urbaines suivent un modèle (national) similaire, c'est-à-dire que l'inégalité augmente ou diminue généralement en même temps dans les zones rurales et urbaines. Intimement liés – notamment par le commerce et la migration –, les régions, les zones rurales et urbaines et les différents secteurs de l'économie font appel à des institutions communes et évoluent selon des modèles de développement nationaux communs. Le déploiement de programmes de protection sociale ou la mise en œuvre de plans nationaux d'éducation, par exemple, contribuent généralement à réduire les inégalités, dans les zones tant urbaines que rurales. Les liens entre les zones urbaines et rurales ont également une incidence sur le développement rural, y compris les tendances en matière de pauvreté et d'inégalité. L'ampleur de ces liens dépend de la proximité géographique et de la connectivité – aussi bien en matière de transports que de moyens de communication – entre les zones rurales et les centres urbains, ainsi que de la répartition des ressources, entre

³ En fonction de la dernière année pour laquelle des données sur l'inégalité des revenus, mesurée à l'aide du coefficient de Gini, sont disponibles. Données provenant du LAC Equity Lab ; de l'outil d'accès aux données (Data Access Research Tool) du Luxembourg Income Study ; de PovcalNet ; de l'institut national de statistique de la Thaïlande ; de l'institut national de statistique de la Mongolie ; de l'institut national de statistique de la Mongolie et de la Banque mondiale, *Mongolia Poverty Update 2018* (Oulan-Bator 2020) ; et de la Base de données mondiale sur les inégalités de revenus de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER) – version du 6 mai 2020. Pour de plus amples informations, voir le *World Social Report 2021*.

autres facteurs. Des liens solides entre les villes et les campagnes favorisent la diversification des activités économiques dans les zones rurales et contribuent à réduire la pauvreté rurale.

10. Malgré les progrès réalisés s'agissant de réduire les écarts entre les zones rurales et les zones urbaines et de faire reculer la pauvreté, les inégalités en matière d'accès aux services et aux perspectives restent élevées dans les zones rurales et persistent pour certains groupes spécifiques. En moyenne, les ménages ruraux plus riches et plus instruits sont presque aussi bien lotis, en termes de santé et d'éducation, que le ménage urbain moyen, tandis que les ménages ruraux des quintiles de richesse inférieurs sont nettement moins bien lotis. S'agissant des peuples autochtones et des groupes ethniques minoritaires, les écarts qui les séparent de la majorité ethnique en termes de richesse et de perspectives sont plus importants en zone rurale qu'en zone urbaine, selon les données disponibles⁴. L'intersection du genre et de la résidence rurale crée des désavantages supplémentaires pour les femmes rurales, qui sont confrontées à davantage d'obstacles pour accéder à l'éducation que les hommes ruraux ou les femmes des zones urbaines, qui sont moins nombreuses à détenir et à contrôler des biens, et qui ont un accès plus limité à l'emploi rémunéré et aux services publics.

C. La réduction de la pauvreté et des inégalités dans les zones rurales, des objectifs complémentaires

11. La réduction de la pauvreté rurale n'a pas toujours entraîné une réduction des inégalités rurales ou des inégalités entre les zones rurales et urbaines. En Chine, en Inde et en Indonésie, par exemple, entre les années 2000 et les années 2010, les inégalités rurales ont augmenté ou sont demeurées constantes alors que la pauvreté rurale a fortement diminué.

12. Les données supplémentaires sur les écarts entre les zones rurales et les zones urbaines confirment la conclusion selon laquelle l'inégalité des revenus en milieu rural peut se creuser malgré les progrès réalisés dans la réduction des autres dimensions du désavantage⁵. Ainsi, au Bangladesh, en Inde, en Indonésie et au Viet Nam, les écarts entre les zones rurales et urbaines à l'égard des principaux indicateurs de bien-être ont diminué entre les années 1990 et les années 2010, tandis que les inégalités de revenus, mesurées au moyen du coefficient de Gini, ont augmenté.

13. En fait, les tendances régionales et temporelles semblent indiquer que la croissance et le développement ne conduisent pas systématiquement à la réduction des inégalités. Les mêmes forces et politiques économiques qui font reculer la pauvreté peuvent aussi entraîner une augmentation des inégalités, à l'intérieur des zones rurales de même qu'entre les zones urbaines et rurales. Le développement agricole, moteur essentiel de la réduction de la pauvreté rurale, peut exacerber les inégalités dans les zones rurales si la croissance agricole profite davantage aux résidents déjà plus aisés de ces zones. L'inégalité d'accès aux ressources telles que la terre constitue également un facteur clé. Les tendances en matière d'inégalité peuvent en outre varier en fonction du secteur économique et de la nature de la croissance économique. L'urbanisation et la diversification de l'agriculture dans les pays en développement, par exemple, peuvent concentrer les avantages économiques dans les zones urbaines et parmi les ménages plus aisés.

⁴ Voir *Report on the World Social Situation 2016: Leaving No One Behind – The Imperative of Inclusive Development* (publication des Nations Unies, 2016) et Maitreyi Bordia Das et Sabina Anne Espinoza, *Inclusion Matters in Africa* (Washington, D. C., Banque mondiale, 2020).

⁵ Voir *World Social Report 2021*, tableau III.A.3.

14. Les inégalités persistantes et croissantes peuvent nuire à la réduction de la pauvreté et à la croissance. Dans les zones rurales où les inégalités sont importantes, la croissance, voire les périodes d'expansion agricole, profitent moins aux personnes en situation de pauvreté, qui sont déjà défavorisées en ce qui concerne l'accès aux ressources. S'ils ne sont pas résolus, les problèmes auxquels sont confrontés les pauvres en milieu rural en tentant d'échapper à la pauvreté et de réaliser leur potentiel finissent par entraver la croissance économique rurale.

III. Environnement et développement rural

15. Les stratégies actuelles de développement rural ne sont pas durables sur le plan environnemental. Si elles ont permis d'augmenter la production alimentaire mondiale et de réduire la faim et la malnutrition, certaines pratiques agricoles ont contribué à la dégradation et à l'épuisement des ressources en eau et des terres. Or ces ressources naturelles forment la base de systèmes agricoles durables et productifs. Les changements climatiques, la dégradation des terres, la pollution, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles constituent des obstacles importants au maintien de moyens de subsistance agricoles durables, dont dépendent de nombreuses personnes parmi les plus pauvres et les plus marginalisées des zones rurales. En outre, les événements liés aux changements climatiques, comme les sécheresses et les inondations, touchent de manière disproportionnée les communautés rurales qui vivent dans l'extrême pauvreté et dépendent dans une large mesure de revenus agricoles et des ressources naturelles. Si aucune mesure n'est prise, les changements climatiques pourraient plonger 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030⁶.

16. En ce qui concerne les ressources en eau, les efforts visant à accroître la production agricole ont conduit à la culture de variétés à haut rendement, nécessitant de grandes quantités d'engrais chimiques et de pesticides et une importante irrigation contrôlée. Dans le monde entier, l'irrigation représente 69 % de tous les prélèvements d'eau douce⁷. C'est en Asie du Sud que cette proportion est la plus élevée, atteignant environ 90 %. Les changements climatiques compromettent davantage la disponibilité des ressources renouvelables en eau douce.

17. La captation et le prélèvement excessifs d'eau ont réduit les quantités d'eau douce se déversant dans la mer ; les effets néfastes sur la vie aquatique et la biodiversité contribuent à la dégradation des océans dans le monde. L'assèchement des grands cours d'eau dû aux prélèvements d'eau effectués à diverses fins commerciales menace également le fondement écologique dont dépendent l'économie et les populations des bassins fluviaux concernés. Les niveaux actuels de prélèvement et d'utilisation de l'eau douce ne sont donc pas viables sur le plan social et environnemental. En fait, si les tendances actuelles se poursuivent, un écart important apparaîtra, d'ici à 2030, entre la demande prévue et l'offre disponible.

18. On constate également une augmentation de l'utilisation d'engrais chimiques et d'autres intrants chimiques. À l'échelle mondiale, l'utilisation d'engrais chimiques est passée d'environ 11 millions de tonnes en 1961 à environ 109 millions de tonnes en 2018⁸. Pourtant, si dans de nombreuses régions, l'utilisation de ces produits

⁶ Stéphane Hallegatte et coll., « *Shock waves: managing the impacts of climate change on poverty* », série Climate Change and Development (Washington, D.C., Banque mondiale, 2016).

⁷ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2020 : l'eau et les changements climatiques*, Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau (2020).

⁸ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, base de données statistiques (FAOSTAT), ensemble de données Engrais par élément nutritif, (consultée le 20 mai 2021).

chimiques est excessive, dans d'autres régions, notamment en Afrique subsaharienne, l'utilisation des engrais reste faible, ce qui limite la croissance de la productivité agricole dans de nombreux pays. Dans les pays concernés, l'infiltration de ces énormes volumes d'engrais chimiques et de pesticides est devenue une importante source de pollution de l'eau, souvent mortelle pour les stocks de poissons d'eau douce. Dans de nombreux pays, l'agriculture a ainsi dépassé l'industrie comme principale source de pollution des eaux intérieures et côtières.

19. En ce qui concerne les ressources foncières, l'expansion rapide des terres cultivées et des pâturages exige souvent qu'on défriche les forêts et qu'on empiète sur la nature sauvage. Environ 30 % de la couverture forestière mondiale a été perdue au cours du siècle dernier et 20 % de la forêt sur pied a été dégradée entre 1990 et 2015. La perte de biodiversité est une conséquence directe de la déforestation due à l'expansion de l'agriculture. La transformation d'habitats naturels en terres agricoles a également été un important moteur de la perte de biodiversité. Parallèlement, le remplacement par de nombreux agriculteurs de variétés locales de cultures par des variétés génétiquement modifiées a contribué à l'érosion génétique, ce qui compromet à la fois la diversité phytogénétique et la résilience de l'agriculture face aux changements climatiques.

20. En outre, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat attribue environ 31 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre directement à l'agriculture et aux changements d'affectation des terres, ce qui semble indiquer que les pratiques de gestion des terres rurales ont une incidence directe sur les changements climatiques. Les pratiques agricoles non durables à très grande échelle exacerbent également le problème de l'érosion des sols. Parallèlement, dans de nombreux pays, une gestion désordonnée de la mise en place d'infrastructures dans les zones rurales a entraîné la perte de sites naturels ou culturels irremplaçables.

21. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les conséquences de la disparition des forêts et des zones sauvages⁹. De plus en plus fréquentes, les diverses épidémies zoonotiques – telles que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS), la maladie à virus Ebola et le chikungunya – sont, dans une large mesure, dues au fait que la disparition des forêts augmente les contacts entre les humains et les autres organismes, permettant ainsi la transmission de maladies des animaux aux humains. Une gestion durable des forêts peut non seulement réduire la probabilité d'apparition de zoonoses à l'avenir, mais aussi réguler la santé des écosystèmes, la biodiversité et le climat, et améliorer ainsi les moyens de subsistance des populations.

IV. Les obstacles à l'investissement et à la productivité pour le développement rural

22. Pour éliminer la pauvreté, il importe d'augmenter la productivité agricole. Le faible taux de croissance de la productivité agricole et l'écart de productivité persistant entre pays développés et pays en développement au cours des deux dernières décennies sont préoccupants. Sans une accélération de la croissance de la productivité du travail agricole, on estime que les pays où les travailleurs agricoles constituent une part importante de la population active ont peu de chances d'atteindre

⁹ Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, « Financing sustainable forest management: a key component of sustainable COVID-19 recovery », note de synthèse n° 88, 12 novembre 2020.

la cible 2.3 associée aux objectifs de développement durable – doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires – d’ici à 2030¹⁰.

23. Le sous-investissement chronique dans le secteur agricole est un facteur clé de la faible croissance de la productivité agricole dans de nombreux pays en développement. Cela se traduit par la faiblesse des taux de stock net de capital par travailleur agricole dans les pays à faible revenu par rapport à ceux des pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé (voir le tableau ci-dessous). Le faible niveau d’investissement dans l’agriculture est dû à la baisse et à la volatilité des prix agricoles, au manque d’accès aux connaissances et aux technologies agricoles, à l’insuffisance des infrastructures, au manque d’accès sûr aux terres, aux écarts persistants entre les sexes en matière d’accès aux ressources productives, aux changements climatiques et à la dégradation de l’environnement. L’indifférence face au secteur agricole et les perturbations actuelles de la chaîne de valeur agricole mondiale dues à la pandémie de COVID-19 ajoutent également à la pression à la baisse sur la productivité agricole.

24. Même dans les cas où il y a eu des améliorations de la productivité agricole, celles-ci n’ont pas nécessairement conduit à une réduction immédiate et généralisée de la pauvreté, notamment dans les pays où la pauvreté est plus répandue parmi les ménages ruraux sans terre exerçant principalement des activités non agricoles. Pour permettre à de grands nombres de résidents ruraux de sortir de la pauvreté sans y retomber, il faut créer et maintenir, dans les zones rurales, une économie non agricole dynamique. Une économie rurale mais non agricole robuste offre également d’importantes possibilités de création d’emplois pour la jeune population active, qui est en pleine croissance dans de nombreux pays en développement.

Stock net de capital par travailleur dans le secteur agricole, par rapport aux pays à revenu élevé, 2008-2017

(Médiane des pays à revenu élevé = 100)

Groupe de revenu	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	51,2	46,0	46,3	46,4	40,1	41,5	41,6	47,5	50,5	51,0
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	20,6	18,7	18,8	21,2	18,9	18,9	20,0	23,6	23,3	23,4
Pays à faible revenu	1,7	1,6	1,8	2,0	1,9	2,0	2,2	2,5	2,6	2,9

Sources : Calculs du Département des affaires économiques et sociales, basés sur les données de FAOSTAT, et Alistaire Dieppe, dir., *Global Productivity: Trends, Drivers, and Policies* (Washington, D.C., Banque mondiale, 2019).

Note : La valeur médiane entre les pays est utilisée pour chaque groupe de revenu. Le stock net de capital est calculé en cumulant les séries historiques sur les flux d’investissement physique et en déduisant la partie des actifs qui est amortie chaque année.

25. L’expansion de l’économie rurale non agricole n’est cependant pas une conséquence automatique de l’augmentation de la productivité agricole. L’amélioration continue du capital humain, des infrastructures et de la gouvernance est essentielle pour permettre la réaffectation de ressources aux secteurs ruraux non agricoles et la croissance de la productivité dans ces secteurs. Certaines technologies d’avant-garde peuvent également contribuer à atténuer les inconvénients auxquels sont confrontées les entreprises rurales. Leur adoption généralisée peut ouvrir la voie à une économie rurale non agricole plus dynamique.

¹⁰ Douglas Gollin, « Farm size and productivity – lessons from recent literature », série *Research* du FIDA, n° 34 (Rome, FIDA, 2019).

V. Urbanisation *in situ* : la transformation des zones rurales pour un développement inclusif

26. Le modèle classique de changement structurel, selon lequel la part de l'agriculture dans l'économie globale diminue régulièrement, a souvent entraîné une urbanisation rapide, augmentant la part de la population vivant dans les zones urbaines et offrant de nouvelles possibilités aux résidents des zones rurales situées à proximité des centres urbains. L'urbanisation peut être le produit de la migration depuis les zones rurales ou encore de la modification du zonage d'anciennes zones rurales en zones urbaines¹¹. Dans certains cas, les zones rurales se trouvent en périphérie des villes et sont absorbées par celles-ci. Dans d'autres cas, les zones rurales sont éloignées des villes et se transforment en de nouveaux centres urbains. Si les frontières rurales-urbaines peuvent se déplacer en raison des forces économiques et de la dynamique des populations, elles peuvent également être redéfinies par suite de décisions administratives. Dans certains cas, ces décisions peuvent favoriser l'urbanisation ; dans d'autres, elles peuvent la décourager, voire l'empêcher. Elles peuvent également revêtir la forme de restrictions à la mobilité et à la réinstallation des populations¹².

27. Une autre approche, appelée ici « urbanisation *in situ* », vise plutôt à améliorer le niveau de vie des populations rurales de sorte qu'il atteigne celui des populations urbaines. Les gouvernements cherchent à relever le niveau de vie dans les zones rurales en développant les débouchés non agricoles et en améliorant l'accès aux services de santé, à l'éducation et à des réseaux de transport efficaces afin de combler le fossé entre les zones rurales et urbaines. Pour atteindre cet objectif, il faut déployer des efforts concertés en vue de fournir aux zones rurales des services et des infrastructures de même qualité que dans les villes sans atteindre les niveaux de densité de population des zones urbaines. Les changements technologiques radicaux, entre autres grandes tendances, créent de nouvelles perspectives d'industrialisation, de transformation structurelle et de réduction de la pauvreté dans les zones rurales, à condition que les politiques nécessaires soient mises en place. On peut tirer des enseignements importants d'exemples d'urbanisation *in situ* dans différents pays.

28. Des zones rurales pauvres du Japon ont ainsi pu se transformer en communautés modernes, jouissant de niveaux de revenus élevés et d'un bien-être accru. Cette transformation est le fruit d'un effort conscient visant à réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales, notamment par le biais de réformes foncières, de la mise sur pied de coopératives agricoles, de subventions aux prix payés aux agriculteurs et d'autres mesures destinées à améliorer la productivité agricole. Avec le temps, de nombreuses zones rurales situées en périphérie des grandes villes ont été intégrées aux zones métropolitaines et ont commencé à produire des produits agricoles autres que le riz (fleurs, fruits, légumes) tout en constituant aussi des quartiers résidentiels pour les travailleurs des villes et en accueillant des activités de prestation de services et de fabrication.

29. Sri Lanka a pour sa part accédé au statut de pays à revenu intermédiaire, bien que moins de 20 % de la population vive dans des zones urbaines et que les niveaux d'inégalité entre les zones rurales et urbaines demeurent faibles. En vertu du principe

¹¹ Les critères utilisés pour définir les zones rurales et urbaines diffèrent largement d'un pays à l'autre. Le critère le plus répandu est la densité de population. Cependant, la notion même de densité varie également d'un pays à l'autre. Un autre critère utilisé est la nature de l'activité économique prédominante, les zones où l'agriculture domine étant considérées comme rurales et les zones à dominante industrielle ou commerciale comme urbaines.

¹² Le système du *hukou* (enregistrement des ménages) utilisé en Chine en est un exemple. Les habitants des zones rurales se heurtent à des restrictions à la migration et à l'installation en zone urbaine.

« Rural First » (Priorité aux zones rurales), le pays garantit aux habitants des zones rurales des services médicaux et éducatifs gratuits, de même qualité que ceux auxquels a accès la population urbaine, grâce à une structure en étoile dans laquelle les petites villes servent de centres d'enseignement et de soins de santé auxquels ont accès tous les habitants des zones rurales environnantes. Le Gouvernement a mis en place dans ces centres un nombre suffisant d'écoles et d'hôpitaux, a construit un réseau routier dense et a mis en place, entre les zones rurales et les centres, un système efficace de transport par bus, qui est subventionné. La faible taille du pays a favorisé le succès du système en étoile.

30. En Chine, dans le cadre du processus d'urbanisation *in situ* mené par le Gouvernement, de nouveaux centres urbains ont vu le jour, le zonage de certaines zones rurales a été modifié pour en faire des zones urbaines, et la mise sur pied d'entreprises de canton et de village a permis de créer des logements et d'autres éléments d'infrastructure. Ces entreprises de canton et de village ont permis de créer des emplois non agricoles pour plus de 100 millions de personnes entre 1978 et 1997 et génèrent, à la fin du XX^e siècle, environ 30 % du produit intérieur brut (PIB) de la Chine¹³. Ces changements structurels et l'amélioration des infrastructures dans les zones rurales ont contribué à une importante réduction de la pauvreté.

31. Dans les pays susmentionnés, le processus de développement rural a été fructueux à bien des égards et pendant des périodes considérables. Il n'a cependant pas été sans embûches. Le Japon, par exemple, est confronté à la question de la pérennité des mesures de protection commerciale relatives visant le riz de même qu'à la diminution et au vieillissement de sa population rurale. À Sri Lanka, la conjoncture économique fait qu'il est difficile pour le pays de maintenir certains des programmes sociaux qui privilégient les régions rurales. En Chine, malgré les nombreuses mesures et institutions visant à retenir la population dans les zones rurales, on a assisté à une migration interne massive vers les villes. Les lacunes des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale et la persistance des différences de niveau de vie entre les zones rurales et urbaines continuent de pousser les habitants (en particulier les jeunes) à quitter les zones rurales.

32. Malgré ces défis, la Chine, le Japon et le Sri Lanka sont parvenus à rapprocher le revenu des habitants des zones rurales de celui des habitants des zones urbaines, à créer des possibilités d'emploi non agricole et industriel dans les zones rurales et à réduire, voire à éliminer, les disparités entre zones urbaines et rurales en matière d'éducation, de santé et d'autres indicateurs. Ces exemples offrent des enseignements précieux en vue des futures stratégies de développement rural.

33. Le développement rural a été dynamisé par les technologies numériques, qui permettent aux travailleurs d'exercer des activités économiques très diverses depuis les zones rurales, comme l'a montré la pandémie de COVID-19. Les progrès récents des technologies d'impression 3D ont, par exemple, grandement facilité la fabrication manufacturière dans les zones rurales. L'Internet peut améliorer l'accès des habitants des zones rurales à l'information, aux services et aux loisirs et contribuer à réduire la fracture entre les zones rurales et les zones urbaines, à condition qu'il existe des politiques pour apporter un soutien aux populations rurales et à leurs moyens de subsistance et pour combler les fossés numériques actuels.

34. Les technologies numériques aident également les agriculteurs à optimiser l'utilisation des ressources, à accéder aux services de vulgarisation et à obtenir des informations météorologiques et commerciales en temps réel. Les plateformes de

¹³ Charles Harvie, « China's township and village enterprises and their evolving business alliances and organizational change », Economics Working Paper, n° 99-6 (Nouvelle-Galles du Sud, Australie, Université de Wollongong, 1999).

commerce électronique permettent à la fois de donner aux zones rurales accès à une clientèle beaucoup plus vaste et d'intégrer les petites entreprises rurales dans les chaînes d'approvisionnement locales, nationales et même mondiales. La croissance rapide de l'utilisation de la téléphonie mobile a permis l'expansion des services financiers numériques dans les zones rurales, de grandes régions de l'Afrique faisant désormais appel aux services bancaires mobiles.

VI. Promouvoir un développement rural inclusif et durable

35. Pour réaliser les objectifs de développement durable, il faut donner au développement rural un rôle actif dans l'ensemble du processus de développement d'un pays. Si les stratégies et les priorités du développement rural diffèrent d'un pays à l'autre, il existe de nombreuses preuves de ce qui a bien (ou mal) fonctionné pour ne laisser personne de côté dans les zones rurales tout en protégeant l'environnement.

36. Les pays qui ont réussi à réduire à la fois la pauvreté rurale et les inégalités sont ceux qui ont investi dans les infrastructures et les services publics. Ils ont privilégié une croissance agricole inclusive, l'accès à la terre et l'expansion des protections sociales dans les zones rurales. Pour éliminer l'extrême pauvreté et réduire les disparités entre zones rurales et urbaines, il faudra des investissements soutenus dans les routes, l'électrification, l'amélioration de l'assainissement, l'eau potable, l'éducation, les soins de santé et la réduction de la fracture numérique dans les zones rurales. Ces investissements doivent également s'attaquer aux inégalités d'accès aux infrastructures et aux services publics dans les zones rurales afin de garantir qu'aucune zone et qu'aucun groupe de personnes ne soient laissés pour compte.

37. L'expérience a montré que, s'agissant de réduire la pauvreté, la croissance agricole est deux à trois fois plus efficace que la croissance d'autres secteurs de l'économie. Ce type de croissance profite surtout aux plus pauvres de la société. Les avantages de la promotion du développement agricole sont à la fois directs (augmentation des revenus et de la sécurité alimentaire) et indirects (augmentation des investissements dans la santé et l'éducation).

38. La pression exercée sur les terres disponibles peut suivre le rythme de la croissance démographique et économique. Les politiques adoptées détermineront si une concurrence accrue pour les ressources mènera à l'innovation et au développement inclusif ou, au contraire, à la dégradation et au manque ou aux inégalités d'accès à ces ressources et de contrôle sur ces dernières. Que le régime foncier soit fondé sur des droits individuels ou collectifs, il faut une répartition équitable de la terre et de ses ressources naturelles ainsi qu'un accès sécurisé à ces ressources. Pour que la répartition soit équitable, il faut améliorer l'accès des petits exploitants à la terre. Il importe également de veiller à ce que les femmes rurales aient un accès égal à la terre et aux ressources naturelles, et de s'attaquer aux lois et pratiques discriminatoires qui entravent leurs droits à cet égard. L'amélioration du cadastre (notamment au moyen de la numérisation) peut contribuer à la sécurité foncière.

39. La couverture des systèmes de protection sociale est généralement plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Rares sont les programmes de protection sociale expressément adaptés aux vulnérabilités et contraintes spécifiques auxquelles les populations rurales font face. Il existe un certain nombre d'obstacles juridiques, administratifs et financiers qui doivent être surmontés pour améliorer la couverture des systèmes de protection sociale dans les zones rurales. Pour surmonter ces obstacles structurels, on peut modifier les critères d'admissibilité aux programmes de manière à accroître la couverture ; on peut revoir les modalités de cotisation pour tenir compte des caractéristiques de l'emploi rural, notamment les revenus faibles et

irréguliers, le travail temporaire et l'emploi informel ; on peut améliorer les taux de participation aux régimes contributifs en offrant des subventions aux plus vulnérables ; et on peut réduire les coûts financiers indirects – tels que les frais de déplacement vers les sites de paiement, le manque à gagner dû aux heures d'absence du travail ou les coûts liés à l'observation des conditions du programme – en simplifiant les procédures administratives, en veillant à ce que les conditions du programme ne soient pas trop contraignantes et en rendant les services facilement accessibles, par exemple en mettant en place des guichets uniques.

40. La discrimination demeure un facteur persistant d'inégalité. En raison de l'exclusion systématique des minorités ethniques, des populations autochtones et d'autres groupes défavorisés, il est probable que les avantages de la croissance rurale seront répartis de manière inégale. Si le Programme 2030 préconise l'élimination des lois, politiques et pratiques discriminatoires afin de garantir l'égalité des chances pour tous, il existe encore des lois et des politiques qui pérennisent des formes de traitement injuste. Pour s'attaquer aux causes profondes de la discrimination il faut également des réformes structurelles, à commencer par le système judiciaire et d'autres institutions nationales, dont les rurales.

41. Il faut également adopter des stratégies pour éviter que le développement rural nuise à l'environnement et pour faire en sorte qu'il joue un rôle de premier plan dans la protection de l'environnement. La plus grande partie du capital naturel se trouve dans les zones rurales, et l'agriculture est intimement liée à la nature. Un objectif important du développement rural durable consiste à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance ruraux aux changements climatiques, aux pandémies, aux catastrophes naturelles liées au climat ou aux phénomènes météorologiques extrêmes. Une meilleure protection des forêts et des zones sauvages contribuera également à prévenir l'apparition fréquente d'épidémies et de pandémies zoonotiques telles que la COVID-19.

42. Pour proposer des solutions aux problèmes environnementaux, les politiques de développement rural doivent d'abord viser à protéger les ressources en eau et les terres contre l'épuisement, la dégradation et la pollution. Dans un deuxième temps, la promotion de l'agriculture mixte, circulaire et biologique permettra de réduire l'impact écologique de l'agriculture et de préserver la biodiversité. Face aux changements climatiques, les banques de semences indigènes peuvent s'avérer essentielles pour renforcer la sécurité alimentaire, étant donné la résilience et l'adaptabilité au climat accrues des cultures traditionnelles qui présentent un degré élevé de diversité génétique. Il faudrait aussi créer ou renforcer des institutions publiques chargées d'assurer la gestion durable des ressources naturelles au niveau local, notamment en favorisant une meilleure participation des communautés locales et autochtones. L'évolution des stratégies de développement rural doit également s'accompagner de changements dans les habitudes de consommation alimentaire (en particulier dans les zones urbaines), notamment d'une modification des régimes alimentaires et d'une réduction du gaspillage alimentaire.

43. Les mesures prises en faveur d'un développement rural inclusif et durable doivent tenir compte du potentiel créé par les technologies d'avant-garde. Avec le soutien de politiques adaptées, ces nouvelles technologies peuvent combler le fossé entre les zones rurales et urbaines. Grâce aux progrès des communications et d'autres technologies, des activités économiques autrefois impossibles hors des villes peuvent désormais être exercées dans les zones rurales, créant ainsi des possibilités d'urbanisation *in situ*, transition qui a été accélérée par la crise de la COVID-19. Les décideurs politiques doivent veiller à ce que les habitants des zones rurales puissent adopter et utiliser ces nouvelles technologies afin de rattraper les économies et les populations urbaines en termes de productivité globale.

44. Pour promouvoir un développement rural durable et inclusif, il convient d'accorder la priorité aux politiques et aux stratégies qui peuvent contribuer à la réalisation simultanée de plusieurs objectifs de développement durable, notamment les investissements publics de vaste portée, destinés à améliorer les infrastructures de base ; des mesures de développement du capital humain (y compris une éducation et des soins de santé de qualité) qui tiennent compte de la dimension de genre ; les services publics administratifs, y compris l'ordre public, l'arbitrage et la justice ; la gestion collective des biens communs ; et l'Internet à large bande et d'autres services liés aux technologies de l'information et des communications. Pour mettre fin à la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines, il sera particulièrement important d'étendre la portée de l'Internet et d'autres nouvelles technologies aux zones rurales éloignées.
